

Un député de l'opposition rejette les accusations de vouloir décapiter l'Etat

@rib News, 19/10/2018 Source Xinhua Burundi : Un député de l'opposition accusé de vouloir décapiter les institutions de la République rejette toutes les allégations de la police. Un député de l'opposition burundaise a rejeté vendredi toutes les allégations de la police qui l'avait accusé de vouloir décapiter les institutions de la République ces derniers jours.

Pierre Céléstin Ndikumana, président du groupe des députés de la coalition Amizero y'Abarundi (Espoir des burundais) opposé au pouvoir de Bujumbura, a été accusé jeudi soir par le porte-parole du ministère de la Sécurité publique, Pierre Nkurikiye, d'avoir cherché la collaboration de l'un de ses anciens gardes du corps pour tuer un couple de députés, le Chef de l'Etat Pierre Nkurunziza, ses deux Vice-présidents, le Président de l'Assemblée Nationale et certaines autres personnalités moyennant une récompense de la part de ce commanditaire présumé de ces assassinats.

M. Ndikumana a rejeté en bloc vendredi toutes ces accusations qu'il considérait comme "une information mensongère et un montage grossier" orchestrés la veille du 5^e round de négociations inter-burundaises dans la ville d'Arusha au nord de la Tanzanie. "C'est une information mensongère et un montage grossier. C'est triste que des choses pareilles puissent se passer dans ce pays qui est la veille du 5^e round des négociations que tout le monde espérait concluant", a déclaré M. Ndikumana. Il a indiqué qu'il n'a aucun problème avec le couple de députés, affirmant qu'il n'est pas un criminel comme l'a souligné Pierre Nkurikiye. Ce dernier a affirmé que le commanditaire présumé des assassinats des plus hautes personnalités du pays a même continué d'envoyer des messages téléphoniques au garde du corps de meurtre qui devrait exécuter son projet alors qu'il était déjà dans les mains de la police. M. Ndikumana ne l'a pas nié mais affirmé quant à lui qu'il l'avait fait en connaissance de cause car, a-t-il dit, "comme j'avais été au courant de ce qui se faisait, c'était pour leur dire que le montage qu'ils étaient en train de concocter ne leur servira rien". Le porte-parole du ministère de la Sécurité publique et de la Gestion des Catastrophes a promis que des enquêtes allaient se poursuivre et que toute personne qui serait impliquée allait être comptable de ses faits devant la justice burundaise.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});